



Enseignements tirés de huit projets pilotes de plaidoyer budgétaire en Afrique de l'Ouest et du Centre francophone

Webinaire, lundi 31 juillet 2023 - Notes

Ces notes ont été rédigées à l'origine en anglais. Elles n'ont pas été traduites professionnellement et peuvent contenir des erreurs.

Le plaidoyer budgétaire visant à mobiliser les ressources nationales est une stratégie efficace pour impliquer la société civile et encourager les gouvernements à s'approprier les interventions sur le mariage des enfants et à promouvoir l'éducation des filles, ainsi qu'à impliquer les organisations de la société civile.

Huit projets pilotes renforcent la défense du budget, les organisations de la société civil (OSC) ou les coalitions travaillant au niveau local, national ou régional.

L'accent est mis sur la collaboration en tant que réseau d'organisations de la société civile. Formation à l'analyse budgétaire, sensibilisation des décideurs.

Six leçons :

1. Positionner le gouvernement en tant que leader dans le financement des politiques relatives au mariage des enfants et à l'éducation des filles
 - Côte d'Ivoire Comment la défense du budget peut accroître le mandat des structures en place
2. L'augmentation de la visibilité et du profil du mariage et de l'éducation des filles nécessite une expertise et des capacités accrues de la part des OSC - se concentrer sur la production d'outils pour améliorer les capacités, comme l'analyse budgétaire.
 - Niger - atelier parlementaire/gouvernemental pour examiner les documents de politique publique, y compris le CM, et renforcer les capacités de plaidoyer budgétaire pour mettre fin au mariage d'enfants.
 - Burkina Faso - AJDS, atelier d'analyse pour identifier les lacunes
3. Encourager la participation des communautés à la mobilisation du budget et à l'élaboration de solutions
 - Soutenir la mobilisation durable des ressources nationales pour mettre fin aux mariages d'enfants et promouvoir l'éducation des filles
 - Démocratiser l'accès au contrôle civil de l'action publique et du budget
 - Sensibiliser l'opinion publique pour faire contrepoids et exiger des gouvernements qu'ils rendent compte de leurs actions et de leurs financements pour mettre fin à la mutilation génitale féminine et promouvoir l'éducation des filles.
4. Faire progresser les budgets décentralisés pour mettre fin aux mariages d'enfants et promouvoir l'éducation des filles
 - Manque de spécificité sur l'élimination des mariages d'enfants et l'éducation des filles dans les plans de développement communautaire
5. Promouvoir l'utilisation de données rigoureuses issues de l'analyse budgétaire afin de promouvoir un plaidoyer fondé sur des données probantes

- L'impact du plaidoyer budgétaire est meilleur lorsqu'il est basé sur l'analyse du budget et le renforcement des capacités des acteurs clés, en particulier des décideurs locaux.
 - La coordination entre les secteurs concernés, en particulier l'éducation, la protection et la santé sexuelle et reproductive, présente encore des lacunes.
 - La défense ciblée du budget est importante
 - La crise sécuritaire peut affecter les connexions et le travail de plaidoyer déjà effectué.
6. Nécessité de relancer les activités de plaidoyer pour mettre fin aux mariages d'enfants et promouvoir l'éducation des filles dans les situations de crise
- La crise humanitaire prolongée - avec l'instabilité politique, les conflits armés, les catastrophes naturelles et les crises sanitaires - dans l'ensemble de la région perturbe gravement le travail des OSC.
 - Priorité aux investissements dans la sécurité, coupes budgétaires de plus en plus importantes dans les secteurs sociaux (éducation, protection) et moins de transparence dans les informations budgétaires, manque de capacité au sein du gouvernement.
 - Comment poursuivre la défense du budget ?
 - Nécessité de procéder à une évaluation des risques pour poursuivre le travail pendant et après les perturbations

Limites des projets :

- Burkina Faso - situation de transition continue, avec deux coups depuis 2022
- Mali - les attaques terroristes depuis 2012 continuent de limiter l'activisme de la société civile
- RDC - la fin du projet pilote a coïncidé avec l'intensification des conflits et des massacres dans la région du Nord-Kivu

Recommandations :

- Renforcer la visibilité des OSC au sein de leurs communautés et des prestataires de services
- Établir des lignes directrices pour une méthodologie de plaidoyer budgétaire avec des configurations budgétaires similaires, en rassemblant les OSC pour le plaidoyer budgétaire au niveau régional.
- Les OSC doivent être bien informées du calendrier politique et du cycle budgétaire afin de pouvoir planifier leur défense du budget de manière stratégique au meilleur moment de l'année.
- Promouvoir une approche intersectionnelle et intergénérationnelle de la défense du budget

Expériences de la coalition pour l'éducation au Burkina Faso

- L'éducation inclusive, en particulier dans les situations d'urgence
- Difficulté à inciter les décideurs à apporter des changements et à accroître le financement de l'éducation inclusive et de l'éducation en situation d'urgence
- Impact - le budget consacré à l'éducation dans les situations d'urgence a été considérablement augmenté, mais pas suffisamment
- Suivi - Poursuivre le plaidoyer pour augmenter le montant et l'adéquation du financement dans les situations d'urgence

Expériences au niveau régional, ANCEFA

- Le financement de l'éducation en point de mire

- Lors des réunions, s'assurer que des demandes sont formulées, puis assurer le suivi des actions - expliquer pourquoi les États n'atteignent pas les normes/niveaux de financement internationaux.
 - Taille du budget (intérieur), travail sur la dette
 - Comment s'assurer que cela ne limite pas l'investissement dans l'éducation ?
 - Là où l'argent est concentré - les politiques et les systèmes éducatifs sont inéquitables en Afrique et ne soutiennent pas les plus marginalisés (filles, personnes handicapées, minorités, ménages pauvres). Il est nécessaire de se concentrer sur l'équité, afin que les personnes les plus nécessiteuses reçoivent la plus grande partie des fonds alloués - en particulier pour la petite enfance.
 - Contrôle du budget - les OSC doivent suivre la manière dont le budget est utilisé - quel est son impact
- Défis - manque d'accès des citoyens aux informations budgétaires ; investissement continu - identification de différents bailleurs de fonds
- Opportunités - rendre le gouvernement responsable de l'éradication du mariage des enfants, de toute urgence

L'expérience du FMM3 en Côte d'Ivoire

- Crise - l'État a abandonné les foyers d'hébergement pour filles à risque, qui permettaient aux filles des régions isolées d'aller à l'école.
 1. Analyse budgétaire des zones d'implantation des centres d'hébergement
 2. Renforcer les capacités des communautés cibles
 3. Développer la défense du budget avec la communauté
- Résultats - la communauté ne savait pas qu'avec la décentralisation, il y avait eu un changement dans le budget ; de nombreux dirigeants communautaires voulaient savoir comment soutenir les filles en influençant les budgets. Les dirigeants se sont réunis pour parler d'une seule voix sur l'éducation des filles et le mariage des enfants, ce qui a eu plus de poids.
- L'enseignement secondaire et supérieur n'est pas obligatoire et les filles sont moins nombreuses à le suivre - les nouvelles stratégies attirent l'attention sur ce point.
- Bonne pratique : renforcer la mobilisation de la communauté ; présenter le projet à la communauté avant sa mise en œuvre a permis d'accroître son engagement ; impliquer les dirigeants de la communauté dans la préparation et la mise en œuvre des ateliers a permis de mobiliser davantage de participants.

Momo (Burkina Faso) - il faut impliquer le parlement au bon moment, en commençant par les acteurs sectoriels puis les acteurs techniques, en tenant compte du moment et de la personne qui adopte les lois budgétaires.

Gédéon - PANAMEB (Bénin) - le financement des projets de défense du budget doit tenir compte du moment où les budgets sont préparés au niveau local et au niveau de l'État, afin que les coalitions puissent défendre leurs intérêts de manière appropriée.

Il est nécessaire de partager les enseignements sur la manière de travailler dans des contextes de crise, afin que d'autres puissent se préparer :

- Braham (Niger) - avant que le contexte sécuritaire ne s'aggrave, ils ont travaillé pour engager les candidats aux élections, préparé un document sur la situation de l'éducation au Niger ; nécessité de suivre les engagements du gouvernement et d'autres acteurs ; nécessité de travailler au niveau de la communauté, car c'est là que les décisions concernant le mariage des enfants sont prises. Tendance à investir davantage dans le contexte sécuritaire que dans l'éducation/le mariage des enfants - nécessité de se concentrer au niveau de la communauté pour s'assurer que les filles continuent d'aller à l'école.
- Momo (Burkina Faso) - accent mis sur le travail au niveau communautaire et la politique au niveau local
- Tahirou - rupture de pouvoir, avec un nouveau gouvernement - comment faire avancer le plaidoyer ? Il faut travailler sous différents angles/espaces d'influence ; outre les ministères, il existe des services techniques où l'on peut entretenir des liens et des contacts ; il faut trouver de nouveaux points de contact.

Aïcha - Il faut faire preuve de souplesse dans la planification et dans la manière de défendre le budget, afin de répondre à l'évolution de la situation en matière de sécurité et de ne pas mettre les gens en danger ; évaluer les risques et communiquer clairement la situation avec les autres OSC et les bailleurs de fonds ; garder les espaces d'apprentissage ouverts. Lorsque les gouvernements mettent en place des outils, ce n'est pas une faveur - nous, la société civile, sommes également responsables de veiller à ce qu'ils soient réalisables, nous devons poursuivre la formation, le plaidoyer communautaire, etc. afin que, même en temps de crise, les communautés puissent donner suite à leurs engagements.